

Mulud At Azdin : La Kabylie n'a aucun avenir dans l'État-nation algérien

Nommé récemment président du bureau exécutif du Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie (MAK), il revient dans cette interview pour nous parler de la Kabylie et de l'Afrique du Nord.

Vous venez d'être nommé Président du Bureau exécutif du MAK par Ferhat Mehenni. Quelles sont vos priorités ?



Dans un an aura lieu le Congrès du MAK. Il devra marquer une nouvelle étape et repenser en profondeur nos structures après la proclamation de l'indépendance de la Kabylie du 14 décembre 2025 et la naissance de la République fédérale de Kabylie.

Il y a donc, pour moi, deux catégories de sujets.

La première concerne tout ce qui relève de notre organisation, de nos structures et de notre fonctionnement à plus long terme. Ces sujets doivent être travaillés sérieusement, mais ils trouveront naturellement leur traduction dans le cadre du Congrès. Il ne serait pas très pertinent de bouleverser aujourd'hui ce qui devra être repensé collectivement dans quelques mois.

La deuxième concerne notre capacité de mobilisation et d'action à court terme. Plusieurs échéances et événements importants nous attendent dans les prochains mois, et nous devons être pleinement mobilisés.

Il y a aussi un sujet qui me tient particulièrement à cœur : c'est de commencer à renforcer notre action en direction des autres. Dans nos pays d'accueil, nos coordinations doivent aller davantage vers la société civile, les acteurs locaux et tous ceux auprès desquels nous pouvons faire connaître la Kabylie et son combat, à l'image du travail que mène la Présidence auprès des États et des institutions internationales.

Et en Kabylie ?

Concernant la Kabylie, vous comprendrez que je sois plus réservé dans mes propos compte tenu du contexte de terreur qui y sévit depuis 2021. Ce que je peux vous

dire ici, c'est que nous faisons confiance à nos compatriotes en Kabylie pour agir pacifiquement et intelligemment afin de retrouver l'Anaya, cette inviolabilité ancestrale profondément bafouée sous la « Nouvelle Algérie » de Tebboune.

Par ailleurs, les fissures au sommet du pouvoir algérien sont particulièrement manifestes en ce moment. Ceci dit, nous ne sommes pas dupes : ces clans peuvent se déchirer entre eux mais lorsqu'il s'agit de la Kabylie, c'est la même logique de domination qui prévaut.

Le peuple Kabyle n'a plus vocation à servir de variable dans leurs luttes de pouvoir, ni à être entraînée derrière un clan contre un autre au nom, une fois encore, du sauvetage de l'Algérie. Le temps où la Kabylie devait se sacrifier pour les autres est révolu.

Désormais, le camp des Kabyles, c'est la Kabylie.

En avril 2001, la Kabylie se révolta contre le régime central d'Alger. En effet, on assista à un grand mouvement populaire, le « Printemps noir », réprimé dans le sang par les forces de l'ordre.

Ces événements avaient ouvert un nouvel épisode dans l'histoire de la lutte politique de votre pays. C'est dans ce contexte qu'est né le MAK (Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie).

Est-ce que l'idée autonomiste est née spontanément à la suite de cette répression, ou était-elle en gestation bien avant 2001 ?

Aux historiens de remonter le fil. Mais notre conviction est que le désir d'un destin propre à la Kabylie ne s'est jamais véritablement éteint depuis la perte de sa souveraineté en 1857, quand bien même il a pu être maquillé, refoulé ou exprimé autrement selon les époques et les acteurs politiques.

Disons que ce sont les événements sanglants de 2001 qui ont fini par convaincre les fondateurs du MAK que le moment était venu de structurer politiquement cette aspiration.

Avec le recul, l'autonomie n'aura finalement été qu'une étape dans l'affirmation d'une conscience nationale kabyle. Plusieurs autres étapes ont été franchies depuis, jusqu'à la proclamation de l'indépendance l'année dernière. D'ailleurs, Lounès Matoub évoquait déjà publiquement en 1997 l'idée d'une République de Kabylie. Près de trente ans plus tard, c'est chose faite.

La Kabylie n'est pas le seul territoire concerné par cet élan souverainiste. En effet, la conscience identitaire, chez les peuples berbères (amazighs), dépasse la simple revendication culturelle et constitue une revendication politique. L'Azawad au Mali, le Rif au Maroc et la Kabylie en Algérie. Pensez-vous qu'une internationale des peuples (berbères) amazighs soit une nécessité pour enclencher un véritable processus de libération des peuples de la région ?

Les peuples amazighs ont évidemment beaucoup à partager, notamment sur les plans culturel et linguistique. Mais chacun possède son histoire et doit rester maître de son projet politique, en fonction de ses réalités et de ses intérêts.

Les touaregs de l'Azawad, par exemple, ont davantage misé sur

l'action militaire face au Mali, là où la Kabylie a fait le choix d'une démarche pacifique, fondée sur la compréhension des enjeux géopolitiques et la recherche d'opportunités diplomatiques pour sortir du huis clos algérien. Nos expériences respectives nourrissent naturellement la réflexion de chacun.

Cela vaut d'ailleurs pour tous les peuples engagés dans une démarche d'autodétermination. Nous siégeons au Management Committee de l'UNPO, l'Organisation des nations et des peuples non représentés, et participons régulièrement aux rencontres avec d'autres peuples sans État.

A rappeler que lors de ses travaux des 27 et 28 août derniers à La Haye, l'UNPO a officiellement reconnu la déclaration d'indépendance de la Kabylie et c'est une démonstration concrète de l'intérêt de ces espaces de coopération entre peuples.

Ce qui distingue la Kabylie désormais, c'est qu'avec la République fédérale, nous ne sommes plus dans la seule revendication : nous édifions l'alternative.

Le MAK a, bien évidemment, évolué depuis 2001 pour arriver au stade d'une revendication indépendantiste. C'est la rupture assumée avec l'Algérie.

En amont, la pensée autonomiste subsiste. La vision fédérale de l'Algérie existe et d'autres visions de l'indépendance de la Kabylie sont exposées.

En cet état de fait, chaque partie reproche à l'autre l'enfermement, le retrait ou le manque d'une véritable volonté de débattre la Kabylie et son avenir dans un cadre kabylo-kabyle.

Revient-il à la Kabylie de suivre instinctivement le MAK ou serait-ce au MAK d'aborder l'ensemble de la Kabylie dans sa diversité poli-

» suite page 18

»» suite de la page 17

tique?

Nous considérons que la Kabylie n'a aucun avenir dans l'État-nation algérien et que le processus de décolonisation est resté inachevé. La Kabylie a été annexée à l'Algérie française et cette situation s'est prolongée dans l'Algérie post-française. Nous sommes résolus à y mettre fin.

Cela étant dit, même si nous estimons qu'il s'agit de combats de la 25e heure, il appartient aux autonomistes et aux fédéralistes de se structurer s'ils veulent défendre leurs projets auprès de l'État algérien et, surtout, convaincre les Algériens de leur pertinence. C'est à ce niveau qu'il leur reste à œuvrer.

Pour ce qui concerne la Kabylie, nous pouvons estimer que les options précitées sont désormais autant de cartes entre les mains du pouvoir algérien pour tenter d'affaiblir la République fédérale de Kabylie. Il faut donc rester vigilant, ne pas se tromper d'adversaire et ne pas devenir, même involontairement, un allié objectif du pouvoir et de ses desseins pour la Kabylie.

Mais il y a un point sur lequel nos divergences politiques ne devraient jamais nous empêcher de nous retrouver : le droit des Kabyles à débattre librement de leur avenir, sans risquer la prison ni subir quelque forme d'intimidation que ce soit. C'est aussi cela retrouver l'Anaya ancestrale.

Depuis 2019, l'étau se resserre sur votre pays. En 2021, l'article de loi "87 bis" classe votre mouvement de terroriste et ouvre ainsi une nouvelle ère d'arrestations et de répression sans précédent.

Aujourd'hui, la Kabylie que l'on a connue subversive donne l'impression d'être devenue plus résignée.

Quelle est votre analyse de cette situation? Et surtout, quelles sont les solutions à apporter face à cette impasse politique?

L'impasse est d'abord celle du pouvoir algérien. Les boycotts électoraux successifs en Kabylie, malgré le matraquage médiatique, la censure et une répression féroce, ne font que réaffirmer un divorce que les événements sanglants du Printemps noir avaient acté il y a 25 ans.

La réalité, c'est que rien n'arrête une idée dont le temps est venu, pour reprendre la célèbre formule. L'Algérie devra s'y résoudre si elle veut sortir de cette impasse. Elle devra accepter d'envisager une autre relation entre la Kabylie et l'Algérie que celle de la domination.

En attendant, le pouvoir militaire a cru pouvoir trouver une réponse dans la violence et la militarisation. Il ne fait que gagner du temps. Le peuple kabyle a marqué l'histoire du bassin méditerranéen par son sens de l'honneur, son attachement à sa souveraineté et à la dignité humaine. Tout cela ne peut pas être indéfiniment piétiné par le pouvoir de Tebboune.

Mais la Kabylie a payé un lourd tribut pour l'indépendance de l'Algérie !

La Kabylie a surtout payé un lourd tribut pour la liberté. Elle l'a fait seule en 1857 et en 1871, avant de s'engager, au siècle suivant, dans une alliance profondément déséquilibrée avec celui qui est devenu aujourd'hui son oppresseur.

Par ailleurs, faudrait-il attendre que la Kabylie paye un tribut encore plus lourd pour que son indépendance devienne légitime? L'argumentaire, le droit et la raison devraient suffire !

Notre mission n'est pas de reproduire les sacrifices des générations précédentes, ni de nous reposer sur leur héritage, mais d'achever, pacifiquement cette fois, le travail qu'elles ont initié.

Chaque mouvement, chaque organisation politique définit sa ligne et son propos idéologique, ainsi que son projet de société.

Afin de lever toute opacité et de rendre les choses plus claires auprès de la base militante et des citoyens, des travaux de réflexion devraient être entrepris. Des projets devraient être élaborés ou débattus concernant l'école, la place des arts, l'égalité des sexes, la question environnementale, la justice, l'économie, etc.

En d'autres termes, au-delà de la seule revendication d'indépendance, quel est concrètement le projet de société du MAK ?

Notre projet ne consiste évidemment pas à changer un drapeau pour reproduire le même système.

Nous voulons une Kabylie démocratique, laïque et fédérale, attachée aux libertés individuelles, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à la justice sociale et à la protection de son environnement. Une Kabylie avec une école ouverte sur le monde et une économie créatrice de richesses, au service de la société et de son développement.

L'indépendance n'est pas une finalité en soi, mais le préalable qui doit nous permettre de rattraper le retard accumulé sous l'Algérie et, surtout, de construire librement le modèle de société que nous voulons pour la Kabylie.

Ces dernières années, l'islamisme est galopant. Il gagne peu à peu votre société. À cet égard, le régime s'appuie sur les islamistes.

Dans la société kabyle, majoritairement croyante et musulmane, quels outils pédagogiques rendent votre discours capable d'insuffler un esprit laïc sans heurter les sensibilités ?

Malheureusement, le pouvoir algérien utilise en permanence la religion comme un outil de dépersonnalisation et de soumission de la Kabylie. Mais rien n'est irréversible. La société kabyle conserve une capacité remarquable à évoluer et à s'ouvrir sur

le monde. Nous défendons une conception simple, à laquelle une grande partie des Kabyles adhère déjà : la religion relève de la liberté de chacun.

Les élections législatives algériennes, en juillet 2026, ont connu un boycott massif, en Kabylie. Mais le régime algérien a, récemment, diffusé à la télévision nationale algérienne des vidéos montrant des individus kabyles et marocains, accusés de travailler avec votre mouvement pour déstabiliser le cours normal des élections législatives.

Les kabyles, et une partie des algériens, n'ont pas crédité ce genre réaction puérile.

À votre avis, pourquoi le régime algérien persiste-t-il dans ce type de techniques calamiteuses ?

Le régime sait pertinemment que ces scénarios ne convainquent plus en Algérie, encore moins en Kabylie. Mais leur véritable cible est ailleurs.

À force de répéter les mêmes accusations, il espère installer le doute auprès des États et des organisations internationales : faire croire qu'il n'y a pas de fumée sans feu et qu'une partie de ses « dahdouheries » sur le MAK doit nécessairement être vraie.

Pour l'instant, ils n'ont convaincu personne et cette stratégie tend plutôt à se retourner contre eux. Mais nous devons rester vigilants dans cette guerre de communication et poursuivre notre travail auprès des institutions et de nos interlocuteurs internationaux pour rétablir les faits.

À la surprise générale, le 14 décembre 2025, à Paris, le gouvernement provisoire kabyle en exil annonce la déclaration unilatérale de l'indépendance de la Kabylie. Quelle est, à votre avis, sa portée? Est-elle symbolique ou amorce-t-elle une nouvelle dynamique?

Les deux. C'est un acte qui restera une ré-

»» suite page 19

»» suite de la page 18

férence majeure dans l'Histoire de la Kabylie car il marque également un point de non-retour pour les générations à venir.

La naissance de la République fédérale de Kabylie appelle, quant à elle, une nouvelle dynamique et, surtout, un véritable changement d'état d'esprit. Cette évolution devra trouver sa traduction politique et organisationnelle lors du Congrès du MAK de 2027.

Le climat international actuel ne présage rien de bon: guerres, conflits régionaux, crises économiques et arrivée de dictateurs au pouvoir. L'Algérie, avec son poids géopolitique stratégique sur le continent africain et ses récents rapprochements avec l'Italie, la France, l'Allemagne et l'Espagne, se maintient en vie. Par conséquent, rien ne laisse présager une chute imminente du régime algérien.

Face au renforcement du régime algérien et à l'affaiblissement de la Kabylie, quelle feuille de route envisager, selon vous, pour la diplomatie kabyle ?

Notre stratégie ne consiste pas à nous adapter aux états d'âme de la diplomatie algérienne, pas plus qu'elle ne repose sur l'attente d'une éventuelle chute du pouvoir algérien. Elle repose d'abord sur nous-mêmes et sur notre capacité à convaincre nos interlocuteurs de leur intérêt à reconnaître la République fédérale de Kabylie. Faire de la diplomatie, c'est aussi comprendre les intérêts des autres, leurs enjeux et leurs priorités, notamment ceux des grandes puissances, et identifier les convergences possibles avec les nôtres.

Dans son dernier livre, France-Afrique, quel avenir ?, le pré-

sident Ferhat Mehenni appelle justement la France à miser sur la liberté des peuples plutôt que sur le soutien aux dictatures pour retrouver une place en Afrique. C'est précisément cette démarche que nous devons poursuivre : ne pas seulement expliquer au monde ce que la Kabylie attend de lui, mais aussi démontrer ce que la Kabylie peut lui apporter.

Pour conclure, quel message adressez-vous à nos lecteurs et à la jeunesse de votre pays ?

Je remercie votre journal de m'avoir accordé cette interview. Merci également aux lecteurs qui sont arrivés jusqu'ici. Les autres ne verront pas ce mot de toute façon ! (Rires.)

À la jeunesse kabyle, nous lançons un appel : soyez le cœur battant de la République fédérale de Kabylie. Faites-vous un devoir

de la chérir et de la défendre en toutes circonstances.

Face à la répression de l'État algérien, à l'éloignement que beaucoup d'entre vous connaissent et aux crises qui secouent notre époque, notre République peut déjà constituer pour vous un repère, un lien et un réconfort. Par votre adhésion et votre engagement, elle deviendra demain un refuge pour notre peuple. Portons-la aujourd'hui pour qu'elle puisse nous porter demain.

Entretien réalisé par Godson Moullite

Hommage à Tanella Boni : penser pour sortir de l'assignation

Tanella Boni est morte le 15 septembre 2026 à Toulouse. Elle nous quitte beaucoup trop tôt. Elle laisse un magnifique héritage philosophique, poétique et littéraire, elle qui nous a accompagnés à Africultures sur plus d'une quinzaine d'années, nous offrant 113 articles tous lisibles sur le site. Comment lui rendre hommage quand les mots ne suffisent pas et que l'émotion nous gagne ?

Où trouver le mot juste /
De la porte du silence
/ Pour ouvrir la danse
du conte /

Près de ma peau de femme / Que le
bon Dieu a inventée / Comme un
instrument de musique inédite
(Il n'y a pas de parole heureuse,
p.11)

Je me souviens. C'était au MASA d'Abidjan en mars 1997. Je logeais chez le peintre et poète psychanalyste Zirignon Grobli qui avait invité mon grand ami critique de cinéma Jean-Servais Bakyono, Diégou Bailly qui dirigeait le journal *Le Jour*, et l'écrivaine Tanella Boni, qui enseignait la philosophie à l'université. Nous discussions de l'actualité : leur espoir était de voir Laurent Gbagbo accéder au pouvoir. Elle sera d'ailleurs plus tard sous sa présidence directrice de la Francophonie au ministère ivo-



rien de la Culture. Tanella était une femme discrète face à ces hommes expansifs mais je remarquais la pertinence de ses analyses.

Nous restons en contact tandis qu'avec l'équipe de la Lettre des musiques et des arts africains et quelques autres, nous fondons *Africultures* comme revue mensuelle en format livre dont le premier numéro sort aux éditions L'Harmattan en octobre 1997. Un réseau de correspondants se con-

stitue peu à peu et je lui propose de participer. Tanella collabore à *Africultures* durant une quinzaine d'années. Elle y écrit 113 articles de 1999 à 2016, tous lisibles sur le site d'Africultures. Et participe activement à nos réunions et séminaires de rédaction. Elle publie par ailleurs dans notre collection La Bibliothèque d'Africultures à l'Harmattan son ouvrage *La Diversité du monde : Réflexions sur l'écriture et les questions de notre temps* (2010).

A relire aujourd'hui ces articles, je retrouve Tanella, les discussions que nous avions où j'apprenais beaucoup, ce à quoi elle tenait, sa façon d'avancer par questions, par images, par alertes. Et toujours la même exigence : ne jamais laisser les personnes devenir de simples objets de discours. Elle ne réduisait ni l'Afrique, ni les femmes, ni les migrants à des catégories produites de l'extérieur. Il fallait leur restituer voix, histoire, pluralité et pouvoir de pensée.

Dans l'introduction au dossier du numéro 82 d'Africultures qu'elle coordonne en 2010, « Penser l'Afrique : Des objets de pensée aux sujets pensants », Tanella constate que les espaces publics accordent peu de place à une pensée critique, occupés qu'ils sont par « d'autres types de discours en rapport avec la vie immédiate : politique, économique, sportive ou religieuse

»» suite page 20